**PLANÈTE** | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE FOUCART

# « Economie bleue » et chiffres troubles

Tout mettre en œuvre pour la « compétitivité » de l'économie de la mer ? Mettre l'accent sur la préservation des ressources et la modération dans l'exploitation des littoraux et des pêcheries ? On sent bien qu'entre ces deux questions, la proposition de loi sur l'« économie bleue », dont le Sénat a commencé l'examen le 10 mars, est un peu gênée aux entournures. Au point que pour réconcilier les deux, il peut être tentant de ripoliner un peu la réalité.

A en croire l'association de protection des océans Bloom – qui a quelques éléments pour l'affirmer –, c'est ce à quoi s'est employé Alain Vidalies, le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, début février lors de la discussion du texte à l'Assemblée nationale.

Pour faire pièce aux propositions d'amendements susceptibles de faire passer la préservation de la ressource avant l'impératif de « compétitivité », M. Vidalies déclarait notamment que *« 70 % des espèces* (...) *sont au "rendement maximum durable" »*. Or ce chiffre, assure Bloom, est faux. Interrogé sur sa provenance, le cabinet de M. Vidalies se réfère aux données officielles de la Commission européenne. Celles-ci indiquent qu'entre 2013 et 2014, une moyenne de 40 % des stocks étaient surexploités dans l'Atlantique du nord-est et dans les zones adjacentes. Et que, partant, 60 % ne l'étaient donc pas. Soit une très nette amélioration depuis une décennie.

**LES DÉCLARATIONS DE M. VIDALIES DONNENT UNE VISION TRÈS OPTIMISTE DE LA RÉALITÉ DE LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES MARINES**

### 60 %, ce n'est pas 70 %

Certes. Mais 60 %, ce n'est pas 70 %. De plus, les données de la Commission ne sont fondées que sur une quarantaine de stocks. Soit beaucoup moins que les quelque 220 stocks exploités en Europe et dont un grand nombre n'entrent pas dans ces calculs, faute de données suffisantes. Les déclarations de M. Vidalies donnent donc une vision très optimiste de la réalité.

*« Après avoir analysé l'intégralité des avis scientifiques de l'année 2015 produits par le Conseil international pour l'exploration de la mer*, explique Frédéric Le Manach, directeur scientifique de Bloom, *nous montrons que seuls 18 % des stocks de poissons européens sont pêchés à une intensité qui pourrait, à terme, permettre d'atteindre l'objectif de "rendement maximum durable". »* Car, et c'est le dernier piège de cette affaire, qu'un stock ait atteint l'objectif de « rendement maximum durable » ne signifie pas qu'il est lui-même revenu à un niveau optimal. Cela veut dire que l'effort de pêche a été suffisamment réduit pour lui permettre de revenir, un jour, à l'équilibre...

Si ces chiffres valent qu'on les rectifie et qu'on les détaille, c'est qu'ils sont les seuls éléments simples qui nous relient à la réalité invisible du monde sous-marin. Et que c'est précisément parce que personne n'éprouve ni ne constate les dégâts que nous lui infligeons, que l'océan est sans doute ce qui a été le plus dévasté depuis la révolution industrielle. *« La pêche profonde provoque des dégâts si invraisemblables que si cela se passait en surface, les gens se révolteraient*, déclarait par exemple, en janvier, la ministre de l'environnement, Ségolène Royal, lors des discussions sur le projet de loi sur la biodiversité. *Ce serait même impensable. »*

L'ampleur des déprédations subies par l'océan depuis la révolution industrielle est, de fait, impensable. L'halieutique est impuissante à nous en faire prendre la mesure, mais d'autres disciplines le peuvent : l'historien Jeffrey Bolster (université du New Hampshire) estime par exemple qu'à la fin du XIXe siècle, le stock de morues du golfe du Maine était drainé à la cadence incroyable de 70 000 à 50 000 tonnes par an. Il suffisait de jeter un filet dans l'eau pour remonter du poisson. En novembre 2014, face à l'effondrement du stock, les autorités américaines fermaient la pêcherie.

Mais, parfois, l'Histoire est convoquée à l'envers. Lors de l'examen en commission de la fameuse proposition de loi sur l'économie bleue, une sénatrice a fait cette remarque : *« En 1789, les travailleurs sur la Loire refusaient de manger du saumon à tous les repas et, aujourd'hui, on en importe. Il faudrait ajouter à cette proposition de loi un plan de développement de cette filière. »* De fait, la mauvaise gestion de l'environnement a, en un demi-siècle, fait disparaître le saumon de la quasi-totalité des cours d'eau de France. Faut-il vraiment continuer à creuser le même sillon et *« développer »* une filière dont l'empreinte environnementale est si importante ? Ou songer à préserver ce qui reste et réparer ce qui a été abîmé ? ■

# MERKEL, UN AVERTISSEMENT PLUTÔT QU'UN REJET

ÉDITORIAL

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'Alternative für Deutschland (AfD) recueille 12,6 % et 15 % des voix en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg, régions frontalières de la France, et s'envole à 24,2 % en Saxe-Anhalt, terre oubliée au cœur de l'ancienne Allemagne de l'Est.

Deux lectures du scrutin sont possibles : la première consiste à observer une triste normalisation de l'Allemagne, gagnée par le populisme comme les autres pays d'Europe, à commencer par la France ; la seconde à y voir un référendum sur la politique d'accueil menée vis-à-vis des réfugiés. Cette seconde thèse est la plus évidente. L'AfD, née de la contestation contre l'euro pendant la crise financière, était à l'été 2015 un mouvement moribond. Sous la houlette de sa nouvelle égérie extrémiste, Frauke Petry, elle a connu un rebond spectaculaire lorsque les réfugiés ont commencé à affluer. Et ce, même si, pendant des mois, les Allemands ont fait preuve d'une extraordinaire générosité, ouvrant leur porte à des réfugiés dans chaque village.

Sans doute Angela Merkel a-t-elle commis quelques erreurs : en ouvrant grand ses portes, elle a créé un appel d'air ; en laissant entendre que l'Allemagne allait changer d'identité, cinq ans après avoir décrété l'échec de la société multiculturelle, elle a provoqué une inquiétude identitaire. Elle a fait preuve de trop de raideur dans ses principes généreux : en refusant de fixer un plafond au nombre de réfugiés, au motif que l'asile est un droit individuel et inaliénable, elle a donné le sentiment que l'Allemagne était un bateau ivre. Ajoutons-y les agressions contre les femmes lors de la nuit de la Saint-Sylvestre à Cologne, et une partie de l'opinion s'est retournée, même si ce ne sont pas des Syriens qui ont commis ces violences.

En dépit de ce choc, 85 % des Allemands ont voté dimanche pour des partis soutenant peu ou prou la politique d'accueil des réfugiés. Dans les prochains jours, Angela Merkel va devoir convaincre ses partisans que le vote AfD n'est qu'un feu de paille. Pour cela, l'Allemagne a besoin de réduire le flux de réfugiés. Depuis des mois, la chancelière appelle au secours ses partenaires européens, pour qu'ils acceptent un vrai partage du fardeau. Sans succès sur le terrain. Elle s'est ensuite tournée vers les Turcs pour qu'ils gardent les portes de l'Europe, mais cet accord peu reluisant est encore à finaliser. Faute de quoi, Angela Merkel sera contrainte par son parti de fermer à son tour ses frontières. Pour le plus grand drame de l'Europe, qui ne peut pas se permettre d'avoir une Allemagne repliée sur elle-même.

Le risque existe, alors que le scrutin de ce dimanche marque le début de la campagne pour les élections générales de l'automne 2017. Mme Merkel va être très contestée dans son propre camp, victime de sa politique trop centriste. Celle-ci ravit les Verts mais conduit à un affaiblissement de son propre parti et à un affaissement tragique de son partenaire, le Parti social-démocrate (SPD). C'est un paradoxe. L'Allemagne a besoin de retrouver plus de confrontation entre ses familles démocratiques. C'est le meilleur moyen d'éviter que l'extrême droite ne fasse son entrée au Bundestag pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale en 1949. ■

**Tirage** du *Monde* daté dimanche 13 - lundi 14 mars : 303 145 exemplaires